



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 253 - 4 avril 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Protestez contre la peine de mort d'une jeune iranienne qui s'est défendu contre un violeur - Ana Pak - Page 2
- 2 - La résistance est partout et nous serons à Ankara le 30 avril 2014 pour le procès en appel de Pinar Selek ! - Page 2
- 3 - A Paris, la révolte inédite de Chinoises sans papiers - Le Monde - Elise Vincent - Page 2
- 4 - Réouverture de la crèche Babyloup à Conflans Ste Honorine - Page 3
- 5 - Bilan du 2^{ème} Forum Mondial des Femmes - Page 4
- 6 - Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre le microcrédit, Appel à participation - du 24 au 27 avril - Page 5
- 7 - Les violences faites aux femmes ou le tonneau des danaïdes : l'AVFT n'ouvrira plus de nouveaux dossiers jusqu'à ce qu'elle le puisse à nouveau - Page 5
- 8 - L'extrême droite s'attaque à une enseignante syndicaliste - Fédération SUD Education et du syndicat SUD éducation 37 - Page 8
- 9 - Marre de parler aux hommes : Site « Entre les lignes entre les mots » - Page 8
- 10 - Riches businessmen cherchent « French sugar babies » - Catherine Rollot - Le Monde - Page 10
- 11 - Prostitution étudiante : la loi du silence - Elsa Guippe - Page 11
- 12 - La Conférence Européenne des Femmes du Monde a eu lieu à Paris ! - Page 12
- 13 - Festival Films Femmes Créteil : notre 36^{ème} édition fut un succès public et professionnel enthousiasmant - Jackie Buet - Page 13
- 14 - Beef ! : nouveau magazine culinaire ou boucherie sexiste ? - Émilie Laystary - Page 14
- 15 - Droits des femmes immigrées - réunion inter-associative - ADFEM - 5 avril - Paris - Page 15
- 16 - Débat autour du livre « Le féminisme pour changer la société » - Commission Genre Attac - Association Droits des Femmes XXème - 6 avril - Paris - Page 15
- 17 - Après-midi solidaire avec le collectif "Solidarité France Grèce pour la Santé" - 6 avril
- 18 - Séminaire « Vidéo des premiers temps - La vidéo dans les enseignements supérieurs et artistiques » - 7 avril - Paris - Association Carole Roussopoulos - Page 16
- 19 - Conférence « Asile et excision » - Mobilisation Excision Parlons-en ! - 8 avril - Paris - Page 16
- 20 - « Ce que le genre fait à la géographie » : Les cafés géographiques de Reims - 9 avril - Page 16
- 21 - 1914-1918 - Femmes, féministes : un autre front ? - Bibliothèque Marguerite Durant - 10 avril
- 22 - Séminaire « Crise globale et mouvement des places: vers un 'nouveau demos' » ? - Conseil scientifique d'Attac - 16 avril - Page 17
- 23 - Colloque Benoîte Groult - Université Angers - 11 et 12 avril - Page 17
- 24 - En 2014, la revue « Travail, genre et sociétés » fête ses quinze ans ! - Page 18
- 25 - Radio Femmes libres : deux dates à retenir en avril - Paris 5 et 23 avril - Librairie Violette and CO

MOBILISATIONS

1 - Protestez contre la peine de mort d'une jeune iranienne qui s'est défendu contre un violeur - Ana Pak

https://secure.avaaz.org/en/petition/Catherine_Ashton_Ban_Ki_Moon_Ahmad_Shaheed_Save_26_year_old_woman_from_being_hanged_in_Iran/?fgoyhbb

2 - La résistance est partout et nous serons à Ankara le 30 avril 2014 pour le procès en appel de Pinar Selek !

La 9^{ème} chambre de la Cour de Cassation d'Ankara est connue pour ses positions répressives, entre autres contre les Kurdes et les Arméniens lors de procès emblématiques qui ont marqué la Turquie. C'est aussi la Cour qui a cassé par deux fois les acquittements de Pinar Selek. C'est pourtant auprès de cette cour que ses avocats ont dû faire appel pour que soient jugées les illégalités qui ont mené à sa condamnation à perpétuité après 15 ans d'acharnement. Cette instance est symbolique de la répression en Turquie et nous devons être nombreuses et nombreux, témoins, à l'audience du 30 avril 2014. Procès après procès nous avons vu combien les audiences n'étaient que parodie de justice et comment cette mascarade servait des intérêts politiques. Nous savons que c'est pour cacher leurs propres crimes qu'ils criminalisent Pinar Selek. Nous ne sommes pas dupes, nous sommes en lutte et chaque fois nous serons là car la solidarité internationale ne s'épuise pas ! Pour Pinar Selek mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui luttent aujourd'hui en Turquie pour la justice et la liberté : la résistance est partout ! Nous partirons en délégation le 29 avril pour Ankara.

Si vous voulez nous rejoindre ou si vous voulez participer aux frais de voyage d'une autre personne, contactez-nous ! : solidaritepinarselek.france@gmail.com

3 - A Paris, la révolte inédite de Chinoises sans papiers - Le Monde - Elise Vincent

Un mouvement inédit agite à mots couverts, depuis sept semaines, le microcosme du boulevard de Strasbourg, à Paris. L'artère concentre à elle seule presque tous les salons de coiffure et de cosmétique afro de la capitale. Depuis la mi-février, cinq employées chinoises sans papiers d'une onglerie ont surpris tout le monde en se mettant «en grève».

Depuis toujours, sur ce boulevard bruyant, la concurrence entre enseignes est acharnée. Les rabatteurs y sont plus nombreux que les passants. Ces derniers temps, nombre de boutiques avaient résolu à leur façon la guerre des prix : elles employaient sans les déclarer des femmes d'origine chinoise en situation irrégulière. Leur réputation était bonne : dociles, travailleuses. Tout se passait bien. Jusqu'à ce que, en décembre 2013, le patron ivoirien de cinq de ces femmes rechigne à leur verser leur paie. La plupart de leurs collègues du boulevard seraient parties la tête basse, sans mot dire. Mais, contre toute attente, ces cinq-là ont décidé de se rebeller.

Assises à leurs postes : On les trouve toujours aujourd'hui dans leur boutique Supply Beauty, au numéro 50 du boulevard, assises à leur poste, presque comme si de rien n'était. Leur grève s'est transformée en occupation. Elles n'ont rien obtenu de leur patron, qui s'est volatilisé du jour au lendemain. Dans la panique, il leur a laissé les clés. Elles ont gardé leurs clientes les plus fidèles.

Leur rébellion leur a permis d'obtenir un soutien de taille : celui de la CGT, qui réclame leur régularisation.

« Au début, beaucoup de Chinoises du quartier nous prenaient pour des idiots et nous disaient "Mais pourquoi faites-vous grève ? C'est comme ça que ça marche !" Beaucoup ne savaient pas que c'était possible », raconte Lin Mei Fan, 47 ans, les traits fatigués.

A la Préfecture de Paris, on est bien ennuyé. On connaît la capacité de mobilisation de la centrale syndicale, qui a réussi à fédérer, de 2008 à 2010, un important mouvement de sans-papiers. Deux

employées africaines, qui travaillaient pour le même patron à l'étage, ont déjà rejoint le mouvement. Par souci d'apaisement, toutes ont été convoquées, le 17 mars, pour un premier entretien. Pour l'heure, aucun dossier n'a avancé.

Contrairement aux « grévistes » soutenus autrefois par la CGT, les cinq Chinoises n'ont pas de fiches de paie, ce qui les exclut des possibilités de régularisation ouvertes par la circulaire de 2012. La CGT tente toutefois de faire valoir le lien de « subordination » qui les liait à leur ancien patron. Reste à savoir si l'argument sera entendu.

« **La vie était trop dur** » : Le syndicat veut croire que l'histoire de ces femmes finira par émouvoir. Comme celle d'Aquin (c'est un pseudonyme), 50 ans, assise les bras croisés, les cheveux retenus par une pince papillon. Elle raconte, devant ses pots de vernis, comment elle a quitté son emploi de chauffeur de taxi, dans l'est de la Chine. La vie était « trop dure », dit-elle pudiquement. Depuis sa province de Jiangxi, Aquin avait surtout entendu « qu'il y avait des opportunités en France ». Alors elle a sauté le pas sans trop se poser de questions. En Chine, elle laissait de toute façon un mari avec qui les choses n'allaient plus très bien. Son fils unique, aujourd'hui âgé de 27 ans, atteignait sa majorité. Et, comme elle n'a pas eu de difficultés à obtenir un visa de tourisme, elle était confiante. Mais, très vite, dans la capitale française, Aquin a été rattrapée, comme ses camarades, par la dureté de la vie en situation irrégulière. A cause des contrôles, les emplois au noir dans la restauration sont devenus rares. Il y a bien toujours des possibilités dans les ateliers de confection clandestins. Mais les cadences sont dures, les conditions de travail infernales.

Surtout, comme la plupart des Chinoises du boulevard, Aquin n'est pas originaire de la région de Wenzhou dont est majoritairement issue la dernière vague d'immigration chinoise en France. Elle vient d'une autre région, où ce sont souvent les femmes qui migrent. Plus éduquées, moins rurales que les Wenzhounaises, elles quittent des emplois de petite fonctionnaire, de contremaîtresse ou de commerçante. Et débarquent en France plus âgées, généralement la quarantaine passée. La vie sans papiers est d'autant plus difficile pour elles.

Avant qu'elle ne commence la « grève », Aquin travaillait du lundi au samedi, de 9 heures à 22 heures, enchaînant un maximum de clientes. Le système du boulevard veut que les boutiques fonctionnent comme des locaux où chaque employée travaille en « indépendante ». Chaque jour, Aquin apportait donc chez Supply Beauty ses limes, ses vernis et sa clientèle... Aucun salaire fixe. Le patron leur reversait la moitié des gains seulement.

Les ongleries restent quand même ce qu'il y a de plus rémunérateur et de moins indigne aux yeux de beaucoup de Chinoises du boulevard. Un grand nombre ont débuté comme nounou pour les enfants de Wenzhounais, un emploi où, pour 700 à 900 euros par mois, il faut parfois cumuler garde des enfants, ménage, courses, voire la contrainte de dormir sur place. En manucurant, Aquin pouvait au contraire empocher jusqu'à 2 000 euros les bons mois.

Une autre activité fait office de repoussoir absolu pour Aquin et ses collègues, à laquelle une partie des femmes de leur vague migratoire se retrouvent parfois contraintes, faute d'emploi. A Belleville, on les appelle poliment « les marcheuses ». Mais il s'agit de prostitution.

4 - Réouverture de la crèche Babyloop à Conflans Ste Honorine

Chers soutiens, depuis notre précédent message, beaucoup de choses positives sont venues égayer le quotidien de l'association Baby-Loup. Alors que les conditions climatiques n'étaient pas des plus adaptées, l'entreprise en charge des travaux a réussi à achever la plupart de ses missions avec seulement une semaine de retard, soit la marge d'erreur la plus minime que nous pouvions espérer. Les déménageurs qui nous avaient aidé pour le déplacement de nos biens de Chanteloup-les-Vignes vers un entrepôt provisoire ont également fait preuve d'une réactivité idéale, nous permettant d'organiser le transfert de nos équipements le jour même de la réception du chantier, soit le vendredi 28 février, et ce alors qu'il n'ont pu obtenir l'information que 72 heures à l'avance. Une

fois les cartons et meubles introduits dans les nouveaux locaux, nous avons travaillé sans relâche pour que tout soit aménagé, monté, rangé et nettoyé avant les passages de la commission de sécurité, des services techniques de la ville et des médecins du Conseil Général, programmés entre le mardi 4 et le vendredi 7 mars. Bien que cela était loin d'être simple, du fait que notre équipe suivait des formations sur cette période, nous avons tout de même relevé le défi ! Pendant l'attente (forcément insoutenable) des résultats de ces visites de contrôle, nous avons décidé de procéder aux inscriptions des familles pour gagner autant de temps que possible, tout en souffrant de ne pouvoir leur donner de date précise d'ouverture, celle-ci restant suspendue à leurs conclusions. Après dix jours supplémentaires d'examen de nos dossiers administratifs, nous avons enfin appris le lundi 17 mars 2014 en soirée que nous avons obtenu les autorisations requises pour enfin ouvrir nos portes et proposer à nouveau nos services aux familles du territoire. Depuis cette date, nous invitons parents et enfants à prendre leurs marques entre nos nouveaux murs, lors de nécessaires périodes d'adaptation, afin de pouvoir redémarrer notre activité dans les meilleures conditions dès le lundi 31 mars. Pour le bien-être de tous, nous avons souhaité que cette reprise se fasse de manière progressive ; la "vitesse de croisière" de l'association devrait ainsi être reconquise petit à petit au cours du mois d'avril.

Que cette joyeuse réouverture ne masque pas pour autant la réalité de nos finances : malgré les quelques donateurs qui ont souhaité nous accompagner ces dernières semaines, et que nous remercions infiniment, l'association n'est toujours pas en mesure de régler les dernières tranches de travaux. Pour qu'elle ne soit pas contrainte de suspendre ses activités dans les prochains mois, du fait de factures non acquittées, il est donc toujours urgent de dire et faire dire à l'ensemble de vos proches que chaque citoyen peut aujourd'hui sauver Baby-Loup et assurer son futur en envoyant un chèque. Quel que soit le résultat de cet appel, nous tenons à saluer à nouveau l'intérêt exceptionnel et la mobilisation formidable dont vous avez fait preuve ces douze derniers mois, qui nous ont permis d'accomplir ce que d'aucuns jugeaient impossible. Chacun de vous a su redonner espoir en un pays qui semblait se défaire peu à peu de ses précieuses valeurs d'entraide et de fraternité. Notre survie vous doit beaucoup.

Contribution à l'ordre de Association Baby Loup, à l'adresse suivante : Association Baby-Loup, 1 rue Camille Pelletan, 78700 Conflans Ste Honorine.

INTERNATIONAL

5 - Bilan du 2^{ème} Forum Mondial des Femmes

Le deuxième Forum mondial des femmes francophones s'est terminé hier, mardi. 24 heures de débats à peine pour 3 000 participantes venues principalement d'Afrique. Education, justice, politique, une feuille de route a été établie avec une préoccupation : comment impliquer davantage les femmes dans les décisions.

52 % des 220 millions de personnes que compte l'espace francophone sont des femmes. Et, pour la plupart, elles ne se connaissaient pas avant le début de ce forum. Pour Mme Baturakane Niang, ambassadrice du Sénégal au Congo, ce sommet express a donc permis de trouver des solutions communes à des problèmes souvent identiques : « Les femmes issues du monde rural représentent à peu près 40% des femmes de l'espace francophones, mais du point de vue de la formation, ces femmes ont des problèmes d'accès aux ressources, explique-t-elle. Nous avons réussi à identifier des partenaires qui pourront les aider dans la formation mais aussi dans la mobilisation des ressources ».

Beaucoup de recommandations: Pas de décision contraignante mais des recommandations. Insuffisant, diront certains. Mais pour beaucoup de militantes, c'est une nouvelle occasion de faire du lobbying. Exemple avec la parité, l'une des recommandations aux Etats membres de la

francophonie. Pour Nouzha Scalli, ex-ministre de la Famille au Maroc, c'est une notion cruciale : « C'est une question sur laquelle les résistances se focalisent le plus. Et c'est la décision qui est vraiment à même d'avoir des répercussions sur le plan social sur l'ensemble des points qui paraissent prioritaires comme l'éducation des filles. Et bien sûr, cela passe aussi par un renforcement du pouvoir des femmes ».

Créer un fonds pour financer l'éducation des filles, imposer l'école jusqu'à 16 ans dans la loi... Beaucoup de bonnes idées dont le plus difficile sera de les mettre en œuvre. Rendez-vous est pris à Dakar d'ici la fin de l'année pour les faire adopter.

6 - Caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre le microcrédit, Appel à participation - du 24 au 27 avril - Association de protection populaire pour le Développement Social ATTAC/CADTM Maro

Depuis plus de trois ans, dans la région de Ouarzazate, des hommes et des femmes, surtout, luttent contre les institutions de microcrédit, qui loin de leur permettre de sortir de la misère, comme on le leur avait promis, les ont enfermés dans une spirale d'endettement dont ils ne parviennent plus à sortir, et ont aggravé leurs souffrances et leur pauvreté.

Ayant prêté des sommes dérisoires à des taux usuriers à des populations n'ayant même pas le minimum vital, ces mêmes institutions multiplient, avec l'aval des autorités, les pressions, les menaces, les agressions, les procès pour obtenir sans délais le remboursement de leurs prêts, intérêts et principal, et pour faire taire les défenseurs de leurs victimes. C'est ainsi que Amina Morad et Nasser Bensmaïni, coordinateurs du Mouvement de soutien aux victimes du microcrédit ont été condamnés à un an de prison ferme et de lourdes amendes dans le but évident d'intimider les victimes et de briser leurs luttes et leur résistance.

C'est dans ce contexte qu'ATTAC/CADTM Maroc et l'Association de protection populaire pour le Développement Social organisent du 24 au 27 avril 2014 une caravane internationale de solidarité avec les femmes en lutte contre l'avidité et l'exploitation que leur font subir les organismes de microcrédit. Cette caravane se déroulera selon le programme suivant :

- Jeudi 24 avril : Ouarzazate - Lancement de la caravane
- Vendredi 25 avril : Agdz et la vallée du Draa ;
- Samedi 26 avril : El Kalaa d'Mgouna et la vallée du Dadès ;
- Dimanche 27 avril : Rich et la vallée du Ziz.

Chaque étape dans une zone de forte concentration des victimes du microcrédit sera l'occasion de les rencontrer, les soutenir et manifester notre solidarité avec leur combat

Soyons nombreuses et nombreux, de différents pays du monde et de toutes les régions du pays à rejoindre la caravane de solidarité avec les femmes de Ouarzazate et sa région, afin de briser l'étau qui les enserre et l'isolement de leurs luttes.

Les inscriptions à la caravane sont ouvertes jusqu'au 15 avril 2014, dans la limite des places disponibles... Une participation aux frais de 100 dh sera demandée :

Pour s'inscrire: Tel : 00212618109599 ; Mail : caravane.ouarzazat@gmail.com

TEXTES

7 - Les violences faites aux femmes ou le tonneau des danaïdes : l'AVFT n'ouvrira plus de nouveaux dossiers jusqu'à ce qu'elle le puisse à nouveau

Le 7 mars est parue une enquête IFOP/Défenseur des droits consacrée au harcèlement sexuel au travail. Elle révèle que 20 % des femmes actives ont été victimes de harcèlement sexuel au cours de leur carrière professionnelle. La dernière tranche d'âge interrogée, les 50-64 ans, disent pour

28 % d'entre elles avoir été victimes de ces agissements dans leur vie professionnelle. C'est donc plus d'un quart des femmes actives françaises, qui, en fin de carrière, a été confronté à cette réalité. Cette proportion est comparable à la proportion de femmes déclarant avoir été victimes de violences au sein de leur couple. Mais, tandis que les victimes de violences conjugales bénéficient d'un réseau d'associations qui, s'il n'est certainement pas encore suffisant, permet toutefois un maillage territorial, l'AVFT est la seule association française spécialisée dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

La manière dont l'AVFT a choisi de réaliser son objet social a été maintes fois décrite (1). Elle conjugue l'intervention aux côtés des victimes, la formation des professionnels, l'analyse critique) du droit, de la jurisprudence, du système judiciaire, et un retour constant d'expérience et d'analyses vers « le législateur » et les artisan.es des politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes, qui prend la forme, tout au long de l'année, de rendez-vous, de réunions et d'auditions au sein de différentes instances. Cette dernière activité a fortement augmenté au cours des dix dernières années (2).

De même, la volonté grandissante de l'association de faire bénéficier au plus grand nombre sa connaissance de la réalité des procédures, des procès, des décisions rendues s'est traduite par une augmentation conséquente du nombre de publications. Cette exigence a intensifié la charge de travail sur chaque procédure. A la demande des professionnels concernés, le nombre de formations, de sensibilisations, de participations à des colloques et des conférences a été multiplié. Si cela ne peut qu'être satisfaisant, nous ne voyons pas (encore) les effets tangibles de ce transfert de compétences et de connaissances puisque les femmes victimes saisissent toujours davantage l'AVFT.

Enfin, l'intervention de l'AVFT aux côtés des victimes ne se limite pas à la mise en place d'une écoute, d'une orientation ou de l'information juridique. Nous intervenons pas à pas aux côtés des victimes : recueil des faits et reconstitution de leur chronologie ; rassemblement des éléments de preuve que possède la victime et recherche d'autres éléments (attestations des collègues, certificats médicaux...) ; mise en contact avec d'autres professionnel.les ; recherche d'une prise en charge médico-psychologique adaptée ; le cas échéant, co-saisine du Défenseur des Droits, ; recherche d'avocat.e ; constitution le cas échéant du dossier d'aide juridictionnelle ; rédaction d'une demande de protection fonctionnelle, d'une lettre à l'employeur, d'une lettre au procureur, correction des lettres rédigées par les victimes elles-mêmes ; alerte des institutions représentatives du personnel ; recherche d'un conseiller du salarié pour accompagner les victimes à un entretien préalable à une sanction ou un licenciement ; recherches juridiques ; parfois, rendez-vous avec l'employeur, les élu.es du personnel ; nombreux mails ou appels téléphoniques pour tenir les victimes informées de l'avancée des démarches ; contacts très chronophages avec les journalistes qui s'intéressent aux procédures ; alerte des pouvoirs publics sur certains dossiers ; interventions volontaires devant le Conseil de prud'hommes ; constitutions de partie civile au pénal ; rédaction d'un bilan analytique des procédures etc (3). Une illustration sur un « dossier » est consultable [ici](#).

Nous avons à plusieurs reprises tenté de mettre à disposition des victimes des livrets pour les guider dans leurs démarches, un mode d'emploi pour constituer leurs dossiers, des modèles de lettres à adapter à leur situation particulière...

Rien de tout cela ne fonctionne de manière satisfaisante (4). La masse d'informations à assimiler, la quantité d'obstacles à surmonter, la forte technicité des démarches, le nombre de paramètres à articuler et la dégradation de l'état de santé physique et psychique des victimes ne permet pas à la plupart d'entre elles d'affronter seules les différentes étapes de la dénonciation des violences.

L'AVFT étant de compétence nationale, cette intervention nécessite de nombreux déplacements. Environ un tiers des rendez-vous organisés avec des victimes n'ont pas eu lieu dans les locaux de

l'AVFT, mais en dehors de la région parisienne (5). Cette intervention est lourde, souvent complexe, mais indispensable. C'est à ce prix que les femmes victimes de violences sont en mesure d'exercer leurs droits, dans un système où les institutions de l'Etat faillent à répondre à leur légitime attente de justice, et dans lequel elles sont souvent les seules à se battre pour que le trouble à l'ordre public soit sanctionné.

S'il est certain que le/la bon.ne avocat.e change considérablement la donne dans ce type de procédures, nous n'avons pas le même rôle. Les avocat.es de confiance avec qui nous travaillons - ils et elles se reconnaîtront - et qui ont notablement tranquilisé le parcours des victimes ces dernières années (6), sont à la fois rares et peu favorables à se passer complètement d'une alliance avec l'AVFT dans les procédures relatives à des violences sexuelles en milieu professionnel.

Nous pourrions associer des bénévoles à l'action de l'AVFT, mais force est de constater qu'il est très difficile de transférer suffisamment de compétences (7) à une bénévole présente de manière intermittente pour qu'elle puisse prendre le relais sur l'intervention aux côtés des victimes. Cela aussi, nous l'avons vainement tenté (8).

Salariée ou bénévole, l'équipe de l'AVFT n'a de toute façon pas vocation à grossir outre mesure (9). Le problème n'est en effet pas que nous ne soyons pas assez nombreuses pour répondre à toutes les sollicitations mais qu'il y a trop d'agresseurs et donc trop de victimes (10).

Du reste, la taille réduite de l'équipe qui décline au quotidien les missions de l'AVFT, composée de cinq salariées depuis dix ans, fait sa force en ce qu'elle permet en temps réel un partage de réflexion, de valeurs, de pratiques, de connaissance, de savoir-faire, bénéfique à la réalisation de nos objectifs. Cet équilibre est toutefois affecté par l'interminable accumulation de nouvelles dénonciations de violences sexuelles par des [salarié.es](#), dans toute la France, DOM-TOM compris, qui saisissent jour après jour l'AVFT. Cette accumulation retentit aussi sur la santé des [salarié.es](#) de l'association. Nous ne transigerons pas sur la qualité de notre travail au profit de la valorisation d'un « flux de victimes » auxquelles nous n'apporterions aucun soutien objectivable et mesurable.

C'est la raison pour laquelle nous n'ouvrirons plus de nouveaux dossiers jusqu'à ce qu'il soit matériellement possible de le faire à nouveau. L'accueil téléphonique sera fermé pendant trois semaines à compter du 24 mars, afin de résorber des urgences sur les dossiers déjà ouverts.

Une telle décision n'a pas été facile à prendre car nous savons qu'elle aura un impact sur les victimes auprès desquelles nous ne pourrions pas intervenir de manière aussi approfondie que nous le souhaiterions.

La semaine dernière, nous en avons fait part pour la première fois à une victime qui nous saisissait, sur les recommandations de ses médecins. Tout en se montrant compréhensive, elle s'est dite « l'AVFT représentant pour elle *« sa dernière bouée de sauvetage »* ».

La responsabilité de cette réalité est à rechercher du côté de l'Etat, des entreprises et administrations, et des hommes.

Notes :

2. Ceci saute aux yeux à la lecture de nos rapports annuels.

3. L'AVFT est également présente tous les lundis matins aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu, à Paris.

4. Pour seul exemple, parmi de nombreux autres : lorsque nous avons conseillé une victime qui souhaite porter plainte et qu'après sa plainte, rien ne se passe, ce qui est d'une affligeante banalité, seule une tierce désespérée», intervention peut y remédier : appels téléphoniques (obstinés !) au commissariat de police, lettre d'interpellation au procureur de la République...

5. S'additionne donc au temps de rendez-vous proprement dit le temps de déplacement.

6. Du fait de leur engagement, leur compétence, la clarté et la prévisibilité de leurs honoraires.

7. Au sens large : juridiques, stratégiques, relevant de la culture féministe...

8. Mais nous ne jetons pas complètement l'éponge. Merci à celles qui ne se découragent pas.

9. Si ce n'est au moins pour décharger l'équipe actuelle des tâches administratives, qui empiètent considérablement sur le cœur de nos missions.

10. Ce qui ne signifie évidemment pas que nous nous contenterions de « peu de victimes ». L'objectif n'est pas qu'il y en ait moins mais qu'il n'y en ait plus.

<http://www.avft.org>

8 - L'extrême droite s'attaque à une enseignante syndicaliste - Fédération SUD Education et du syndicat SUD éducation 37

Dans une vidéo d'une dizaine de minutes publiée le samedi 29 mars par le site internet de cette officine, notre collègue et camarade est publiquement accusée d'avoir procédé à des attouchements sexuels sur des enfants de sa classe de maternelle. Ce mensonge est détaillé jusqu'à la nausée pendant plus de dix minutes. Des commentaires haineux, appelant au lynchage et menaçant de mort notre collègue, accompagnent la vidéo diffusée sur la plateforme You tube.

L'association de promotion de « Journées de retrait de l'école » (proche du groupe Égalité et réconciliation d'Alain Soral, qui se définit lui-même comme « national et socialiste ») s'est donnée pour combat imaginaire la dénonciation par tous les moyens d'une prétendue « théorie du genre »... s'attaquant par contre pour de vrai à l'éducation à l'égalité entre filles et garçons.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle journée de retrait des enfants des écoles est programmée ce lundi 31 mars, c'est dans la plus pure tradition des groupes fascistes que la JRE utilise la diffamation et le mensonge pour appuyer son combat rétrograde et abuser des parents d'élèves.

La fédération SUD éducation soutient l'enseignante attaquée, ainsi que tous les collègues de l'école et le syndicat SUD éducation d'Indre-et-Loire qui est à leurs côtés. Nous soutiendrons les démarches, y compris juridiques, que mettront en œuvre nos collègues pour riposter à cette attaque ignoble. L'extrême droite est notre pire ennemie, nous ne la laisserons pas impunément agir, dans l'Éducation nationale comme ailleurs.

9 - Marre de parler aux hommes : Site « Entre les lignes entre les mots »

Je sais que je ne suis pas censée dire ça. Je sais qu'en bonne petite féministe de la troisième vague, je suis censée vous expliquer gentiment à quel point j'aime et j'estime les hommes. Je suis censée faire état du mari avec qui je vis depuis cinq ans, de mon fils, de tous mes amis et parents de sexe masculin, et les exhiber fièrement comme une sorte de médaille du mérite, comme preuve que je ne hais pas les hommes. Je suis censée montrer patte blanche et vous prouver à quel point je suis inoffensive et gentille. Surtout, je suis censée vous caresser dans le sens du poil, vous les hommes, cajoler vos egos, vous dire à quel point vous êtes importants dans le combat pour l'égalité. C'est la bonne manière de s'y prendre, enfin c'est ce qu'on m'a dit. À en croire ma mère, c'est avec du miel qu'on attrape le plus de mouches... Mais quand même. J'en ai marre de parler de féminisme aux hommes.

J'en ai marre d'expliquer aux hommes que le mouvement féministe leur bénéficiera, comme aux femmes. J'en ai marre de tenter de leur vendre l'égalité des sexes comme si j'étais une sorte de concessionnaire auto tentant de leur fourguer une jolie nouvelle bagnole, avec un max d'options. J'en ai marre de sourire en tentant d'ignorer un lot de micro-agressions irréfléchies, marre de toujours fournir des preuves, marre d'être interrogée sur Chaque. Foutu. Détail. J'en ai marre d'avoir à prouver que ces micro-agressions existent, à prouver l'injustice de ces demandes de preuves et de ces questions qu'on me renvoie toujours. Dans un mouvement qui est censé promouvoir et autonomiser les femmes, pourquoi ai-je l'impression de devoir passer autant de temps à anticiper comment ma façon de parler et d'agir sera reçue par des hommes?

J'en ai marre des hommes qui s'insèrent dans les espaces féministes pour y prétendre qu'on leur fait de la peine. J'en ai marre des hommes qui parviennent toujours à tout ramener à eux. J'en ai marre des hommes comme celui qui a récemment été confronté par le réseau Facebook d'une amie pour avoir traité le féminisme de « con », puis qui a tenté de faire la leçon à ces femmes pour avoir réagi de façon « trop hostile ». J'en ai marre des hommes qui *mecspliquent* que je comprends mal le

féminisme et la culture du viol, comme si ce n'étaient pas des sujets que j'ai étudiés à fond. J'en ai marre des hommes qui prétendent être des alliés féministes, puis qui abusent de cette position à leur propre avantage. Bordel, j'ai déjà ras le bol à l'idée que, tôt ou tard dans ce texte, je vais devoir dire que oui, je reconnais que tous-les-hommes-ne-sont-pas-comme-ça. Je vais devoir mentionner que certains hommes sont de bons alliés. Et toutes ces choses sont vraies ! Et vous, tous les bons alliés, méritez des *cookies* ! Mais honnêtement, ce que j'en ai marre d'offrir ces *cookies* à des gens pour s'être simplement comportés décemment.

J'ai participé aujourd'hui à une table ronde au sujet de la culture du viol et, même si l'expérience a été dans l'ensemble passionnante, je me suis sentie totalement découragée par le nombre de panelistes qui ont multiplié les efforts pour convaincre les hommes présents que la culture du viol leur nuisait à eux aussi. On ne cessait de ramener le cliché « La culture du viol n'est pas un problème de femmes, c'est un problème collectif », et même si je comprends l'intérêt de présenter les choses ainsi, la logique de cette approche me donnait envie de gerber. Parce que ce que l'on est réellement en train de dire, c'est que si l'on voit la culture du viol comme un problème de femmes, alors elle perdra de l'importance aux yeux des hommes.

Les hommes devraient avoir à cœur la culture du viol non dans la mesure où elle peut leur nuire mais parce qu'elle nuit à tout le monde ! Les hommes devraient avoir à cœur la sécurité des femmes, un point c'est tout, sans qu'il y ait besoin que ce souci soit centré sur eux d'une manière ou d'une autre. Tout le monde devrait se soucier du bien-être de tout le monde - c'est ce que les gens bien sont censés faire. Est-il vraiment si difficile d'être préoccupé de quelque chose qui ne vous nuit peut-être pas directement?...

Je trouve que plus je m'engage dans le militantisme, plus les hommes semblent penser que mon temps leur appartient. Il semble exister chez eux cette illusion que si j'assume un rôle d'éducatrice au sujet du féminisme, du genre et des droits des femmes (oui, je le fais et c'est un rôle qui me plaît, en général), alors je devrais, pour une raison ou une autre, dégager du temps dans mon agenda surchargé pour expliquer aux hommes les concepts féministes de base. Si je ne le fais pas, on m'accuse de toutes sortes de choses - de ne pas suffisamment étayer mes propos par des faits (bien que ces faits soient facilement accessibles à ceux qui les réclament), de ne pas me soucier suffisamment de « convertir » les hommes qui risquent d'être réceptifs (même s'ils pourraient très bien se convertir eux-mêmes s'ils le voulaient vraiment) et de ne pas être assez forte ou intelligente pour me prêter à n'importe quelle discussion (même si nous savons tous les deux qu'elle n'ira nulle part). Je me suis longtemps épuiser à répéter patiemment mes arguments, à orienter ces hommes vers des ressources, à ne jamais tourner le dos à une discussion qu'elle qu'en soit l'importance. Mais je ne m'inflige plus ça aujourd'hui. C'est mon espace ici, et c'est moi qui décide ce qui s'y passe. Si je n'ai pas envie de réagir à un commentaire, alors je ne le fais pas. Si je n'ai pas envie de débattre avec quelqu'un, alors je l'ignore. Oui, je suis ici pour informer et expliquer, mais rien ne m'oblige à faire quelque chose que je n'ai pas envie de faire. Ce n'est pas mon boulot. Si vous avez envie d'en apprendre plus, c'est *votre* boulot.

Je fais maintenant appel à tous les lecteurs de ces lignes qui se considèrent comme des alliés pour leur demander de monter au créneau et de joindre le geste à la parole. Lorsqu'une femme est aux prises avec un *mecsplicateur*, soyez celui qui intervient et confronte cet homme. Lorsque vous voyez un groupe d'hommes échanger des blagues misogynes, soyez celui qui les envoie paître. Lorsqu'un type réclame des « preuves », n'attendez pas qu'une femme les lui fournisse - soyez celui qui le guide vers des ressources. Montrez-nous quel bon allié vous êtes en montant vous-même en première ligne et, si vous le faites, ne vous retournez pas immédiatement pour nous réclamer des louanges.

J'en ai marre de parler de féminisme aux hommes, mais les choses n'ont pas à demeurer comme ça. Le fardeau de ce débat n'a pas à incomber aux femmes, nous n'avons pas à porter cette cause à

nous seules. Alors s'il vous plaît, hommes qui lisez ceci : au lieu de votre réflexe habituel devant ce genre de texte - lever les yeux au ciel en disant « Super... une autre féministe qui chie sur les hommes » -, je vous demande plutôt de vous impliquer et de faire de votre mieux pour améliorer les choses. Je ne vais pas vous prendre par la main et tenter de vous expliquer en quoi

10 - Riches businessmen cherchent « French sugar babies » - Catherine Rollot - Le Monde

C'est une version « cash » des sites de rencontres. Au sens propre comme au sens figuré. L'argent a ici l'odeur du sucre. Les hommes, en majorité des quadragénaires ou des quinquagénaires, sont fortunés, on les appelle «sugar daddies» (littéralement « papas gâteaux »). Les filles, les «sugar babies» sont jeunes, séduisantes, souvent étudiantes. Elles sont là pour l'argent et le reçoivent en échange de ce qu'elles ont à offrir, leur compagnie et souvent plus. Depuis quelques semaines, le site américain seekingarrangement.com, qui revendique 2,7 millions de membres dans le monde, communique pour faire connaître son «modèle» en France, avec une invitation dérangeante à se faire entretenir par un «bienfaiteur» fortuné pour financer des études et éviter de contracter des emprunts bancaires. Derrière ce qui est aussi présenté comme une version décomplexée des relations amoureuses se cache en réalité la perspective inquiétante d'une nouvelle forme de prostitution étudiante. Un phénomène difficile à quantifier faute d'étude d'ampleur.

Il suffit de quelques clics pour s'inscrire sur seekingarrangement.com. Moyennant 50 dollars mensuels, les hommes postent leur profil - photo, âge, nationalité, profession... - et renseignent leur niveau de revenus. De leur côté, les «sugar babies» affichent leurs mensurations, leur niveau d'études, leurs centres d'intérêt..., et surtout leurs besoins financiers mensuels. La fourchette basse débute à 1 000 dollars et peut aller jusqu'à 10 000 dollars.

Ils «veulent s'amuser» : Lancé aux Etats-Unis en 2006 par Brandon Wade, un entrepreneur diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT), le site compterait un million d'étudiantes parmi ses abonnés, dont 7 000 Françaises, alors que ce concept est encore peu connu dans notre pays et qu'une version en français vient juste d'être mise en ligne. Des chiffres toutefois impossibles à vérifier.

Cécile - qui souhaite rester anonyme - 26 ans, étudiante parfaitement bilingue fait partie de ces «french sugar bab » que rencontrées via un appel à témoignage sur seekingarrangement. Cette jolie brune a connu ce «service» alors qu'elle vivait aux Etats-Unis. En manque d'argent, issue d'une famille modeste, elle s'est inscrite sur les conseils d'une amie, elle-même utilisatrice de cette plate-forme web. Très vite, elle a été sollicitée par des hommes désireux d'avoir de la compagnie pour les accompagner au restaurant ou à des soirées.

De retour en France, elle a continué à monnayer sa présence. Aujourd'hui, cinq «généreux» bienfaiteurs lui assurent, selon les mois, entre 3 000 et 4 000 euros - intégralement versé en liquide ou sous forme de cadeaux.

Hommes d'affaires ou riches avocats, ils sont américains, brésiliens, anglais ou originaires de Dubaï, âgés de 30 à 50 ans, ont en commun un emploi surchargé qui les amène à Paris de temps en temps et un portefeuille bien garni. Sans état d'âme, Cécile assure qu'elle arrêtera dans un an, une fois ses études terminées. En attendant, elle voit là un moyen de bien vivre sans trop de contrainte. Seul bémol, cette activité l'empêche d'avoir une relation amoureuse, convient-elle. La différence avec la prostitution ?

Juliette - qui a requis l'anonymat - 20 ans, étudiante en licence scientifique à l'université de Lille, partage son temps entre la capitale nordiste et Paris où vit une partie de sa famille. Depuis un an, elle fréquente elle aussi seekingarrangement qu'elle a découvert en surfant sur internet. Ses trois «sugar daddies» réguliers lui permettent d'améliorer son ordinaire. « *Même avec une aide financière de mes parents, une fois payés mon loyer, mes livres et ma nourriture, il ne me reste plus rien* » explique la jeune femme qui avoue aimer les et les « marques de luxe »

Le côté « ludique » de la formule lui plaît. , raconte la jeune femme. « Les deux parties savent pourquoi elles sont là. Personne n'est dupe. Tout le jeu est de se faire payer des choses sans avoir à le demander directement. » Juliette récupère ainsi par mois entre 1 000 et 2 000 euros en argent liquide ou en cadeaux (sacs, chaussures, lunettes...).

Aux Etats-Unis, où la prostitution est interdite, la justice n'a jamais réussi à trouver l'angle légal pour interdire ce site ou faire condamner son créateur. En France, selon nos informations, le site ne ferait pour l'instant l'objet d'aucune enquête policière. Cependant, même si les transactions seront quasiment impossibles à mettre en évidence, les clients de seekingarrangement qui monnaient une relation sexuelle pourraient théoriquement tomber sous le coup de la loi sur la pénalisation des clients (en cours d'examen).

« Nous ne faisons rien d'autre que de mettre en relation des gens qui n'ont pas peur d'être honnêtes et d'énoncer franchement ce qu'ils désirent », se défend, à chacune de ses interviews, Brandon Wade, le créateur de seekingarrangement. Il revendique même la paternité d'un nouveau concept basé sur des « relations mutuellement avantageuses », et une position de leader sur un créneau en pleine expansion outre-Atlantique.

11 - Prostitution étudiante : la loi du silence - Elsa Guippe

« Beaucoup de femmes fantasment de se prostituer » : les propos tenus le 20 mai par le réalisateur François Ozon lors d'une interview en marge de la projection de son nouveau film au Festival de Cannes suscitent une vive polémique. Son long-métrage intitulé *Jeune et jolie* brosse le portrait d'une étudiante issue d'un milieu aisé qui décide de se prostituer. Un débat qui soulève la question de la prostitution étudiante.

Le manque de témoignages et de statistiques nationales rend difficile l'évaluation l'importance de ce phénomène en France. Cependant les annonces postées sur les sites d'escort par des étudiantes fleurissent. « C'est une activité complètement clandestine et invisible, affirme Anne-Cécile Mailfert, porte-parole de l'association Osez le féminisme!. Mais elle existe. L'université n'est pas le cocon, le vase clos en dehors de la société que l'on croit. Elle est traversée par énormément de violences. »

Petits boulots, loyers trop élevés, hausse des frais de scolarité de 27 % en dix ans (chiffres UNEF): de plus en plus d'étudiants sont confrontés à la précarité. Selon une étude réalisée par l'université de Rennes en 2011, 49 % d'entre eux estiment que leur budget est source de stress. Sur le campus, d'après cette enquête, 133 personnes sur 1 500 ont admis avoir déjà pensé à la prostitution pour financer leurs études, 73 connaissaient des étudiants y ayant recours et 23 se sont déjà prostituées.

Cette étude a conduit à la conclusion selon laquelle les motivations des étudiants pour se prostituer sont essentiellement économiques. « Il faut avant tout lutter contre la précarité des étudiants », assure Maud Olivier, députée de l'Essonne (PS), qui pilote un groupe de travail sur la prostitution au sein de la délégation des droits des femmes de l'Assemblée nationale.

Un processus de banalisation de la prostitution : Un certain nombre de facteurs contribuent à dédramatiser la prostitution. Les images véhiculées par la télévision, la publicité, Internet et les médias font régulièrement référence à des stéréotypes sexistes, en représentant les jeunes femmes comme des objets sexuels, voire dans des postures dégradantes. L'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) a publié en janvier 2013 un rapport révélant que 62 % des dérives publicitaires concernent les femmes. « En parlant au nom d'un prétendu droit à disposer de son corps, en réalité, on veut soumettre le corps des femmes au droit *de l'argent* », s'alarme Danielle Bousquet, présidente du Haut-Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Claudine Legardiner, rédactrice en chef de la revue de l'association Mouvement du Nid, *Prostitution et société*, analyse le cas de l'affaire Zahia, ancienne escort girl dont les services ont entraîné la

mise en examen des footballeurs Frank Ribéry et Karim Benzema pour « sollicitation de prostituée mineure » : « Cette jeune femme était mineure, on aurait dû s'alarmer de sa situation, explique-t-elle. Au lieu de cela, elle a fait la une de Paris Match et de nombreux médias s'intéressent à elle. Aujourd'hui, il y a une véritable injonction de séduction. Le message de la télévision et d'Internet, c'est : si vous voulez réussir, il faut être sexy, pour plaire aux hommes ! » La médiatisation de Zahia et de sa réussite professionnelle dans le milieu de la mode constitue, selon elle, un exemple type de banalisation de la prostitution.

Améliorer la prévention : Une étude réalisée en 2007 sur le campus de l'université de Nantes par Eva Clouet, étudiante en master de sociologie, a révélé que 82 % des personnes interrogées n'ont jamais été sensibilisées à la prostitution durant leur parcours scolaire. Emmanuel Zemmour, président de l'UNEF, principal syndicat étudiant, déplore le manque de moyens consacrés à la prévention : « Les étudiants s'organisent entre eux, sur leurs fonds propres ».

En mars 2013, la campagne de sensibilisation « Osons en parler » lancée à l'initiative de l'AFEP (Association Fédérative des Étudiants de Poitiers), du Crous et de la Médecine préventive, a mis en lumière le problème de ce type de prostitution, à travers une vidéo postée sur Internet qui contenait le témoignage anonyme d'une

étudiante, "Amélie". Elle y raconte le cercle vicieux dans lequel elle s'est enfermée, les violences qu'elle a subies, et son isolement : « C'était un secret absolu, avoue-t-elle dans la vidéo. Quand j'ai eu besoin de me confier, je suis allée sur des forums. J'ai été confrontée à des gens qui niaient complètement l'existence de la prostitution étudiante, ou qui disaient que je ne devais pas être très malheureuse, puisque je l'avais choisi et que je devais me faire pas mal d'argent ».

A sa suite, d'autres étudiants sont sortis du silence. « Six personnes sont venues vers nous et nous ont raconté qu'elles avaient elles aussi eu recours à la prostitution pendant leurs études », déclare Laïssa Robion, responsable de la campagne « Osons en parler » et chargée de mission prévention, citoyenneté et solidarité à l'AFEP. A ses yeux, il faut revoir le système d'attribution des bourses du Crous, qu'elle estime inadapté, et communiquer sur l'existence d'aides alternatives aux étudiants, telles que le Fonds national d'aide d'urgence, afin de réduire la précarité. Un travail de formation des assistantes sociales et du personnel médical permettrait également de déceler les risques de recours à la prostitution et de fournir une réponse plus adaptée aux étudiants.

La ministre des droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, affirme : « La prostitution étudiante, son ampleur, est certes mal connue, mais nous n'avons pas besoin de chiffres pour savoir qu'elle est grave. Elle révèle un état de détresse croissant des jeunes, et nous voulons nous attaquer à cette détresse. La prostitution doit être abordée dans toutes ses dimensions, car chaque fois, c'est une violence faite aux femmes. » Les pouvoirs publics entendent se saisir de la question. Une étude est en cours sur le campus de l'université de Montpellier 3. L'Assemblée nationale et le Sénat travaillent actuellement à l'élaboration d'une proposition de loi sur la prostitution, qui englobera différents champs tels que la prévention, les droits sociaux ou l'accès au logement. « Nous avons besoin d'interlocuteurs qui écoutent vraiment, assure Laurence Noëlle, ancienne prostituée qui témoigne dans son livre *Renâitre de ses hontes* paru en avril 2013. J'invite toutes les femmes qui veulent sortir de la honte à suivre mon exemple. Rester dans l'ombre, c'est cautionner le silence. »

12 - La Conférence Européenne des Femmes du Monde a eu lieu à Paris !

Les Conférences Européennes des « Femmes du Monde » font partie du processus des Conférences Mondiales des « Femmes de la base ». La première Conférence Mondiale des Femmes a eu lieu en mars 2011 à Caracas / Venezuela, également organisée à l'occasion des « 100 ans de la Journée Internationale des Femmes ». Y ont participé au total 3500 femmes provenant de 43 pays, de quatre continents, et un large spectre du mouvement mondial des femmes combattives...

Le 8 février 2014, Paris a accueilli la 3^{ème} Conférence Européenne des « Femmes du Monde » avec 29 délégués de 14 pays et un total de 140 participants venus de 25 pays différents. Entre autres saluée par le maire de L'Île-Saint-Denis, la Conférence Européenne à Paris a traité les rapports des délégués de 14 pays qui ont constaté la pauvreté grandissante de beaucoup de femmes et de leurs familles, la mauvaise situation des soins en ce qui concerne les personnes âgées et les malades, et des infirmières des Pays-Bas, de la situation des migrants et des réfugiés comme en Suède, de l'oppression accrue des femmes comme en Espagne par l'interdiction de l'avortement ; de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes. La résistance et les luttes des femmes ont été également rapportées et discutées. Pour la première fois, des jeunes femmes d'Europe ont pris en main un point d'ordre du jour réservé pour elles. Après la discussion et l'adoption à l'unanimité du rapport annuel des coordonnatrices européennes Halinka Augustin (Pays-Bas), Monika Gärtner - Engel (Allemagne) et la coordonnatrice adjointe Angelica Urrutia, la préparation de la 2^{ème} «Conférence Mondiale des Femmes de la base » en mars 2016 au Népal était au centre du débat.

La conférence a unanimement salué la décision prise par les Coordinatrices du Monde en Octobre 2013 d'organiser la Conférence Mondiale des Femmes à Katmandou / Népal en mars 2016. Elle a décidé de gagner les femmes de toute l'Europe pour cette 2^{ème} Conférence Mondiale des Femmes et de renforcer le mouvement combatif des femmes. Lors des 3 Journées d'action, c'est-à-dire la Journée Internationale de la Femme du 8 mars, du 1^{er} mai et de la Journée contre les violences faites aux femmes, le 25 Novembre les femmes veulent faire connaître le mouvement combatif des femmes et faire connaître la Conférence Mondiale, attirer de nouveaux porteurs et des ressources financières. Avec enthousiasme, les femmes ont accueilli la suggestion d'organiser la prochaine Conférence Européenne à Athènes. Avec Maria Hagberg de Suède, une autre coordinatrice européenne adjointe a été élue. Le mouvement de la Conférence Mondiale des Femmes est fier d'être indépendant et entièrement auto organisé et financé par le Mouvement des femmes combattives lui-même. En ce qui concerne la Conférence Européenne à Paris : Le groupe des femmes de l'Île Saint-Denis/région parisienne a préparé l'ensemble de la conférence avec amour pendant des mois de travail, avec beaucoup de passion, le dévouement et de compétences organisationnelles. Une merveilleuse fête avec des danses, des chansons et poèmes, des plats délicieux et des célébrations communes a conclu cette conférence très réussie. Comme toujours, la réunion a été complétée par un volet de formation : le dimanche, sous un ciel bleu, les femmes ont été guidées dans Paris par des militant(e)s bien compétent(e)s sur les traces de Olympe de Gouges et des femmes de la Commune.

13 - Festival Films Femmes Créteil : notre 36^{ème} édition fut un succès public et professionnel enthousiasmant - Jackie Buet

Un grand merci à notre public fidèle, à tout le milieu associatif qui a relayé notre information et appuyé notre démarche, à l'intérêt marqué de la profession. Grâce à votre présence, notre fréquentation a connu une très nette progression cette année encore avec 27 000 entrées et plus de 80 professionnel/les invités.

Nous avons toutes et tous en tête les moments partagés avec Kate Millett, venue à Créteil nous apporter des nouvelles des Etats-Unis et de la situation des femmes, avec un message positif de résistance et de coopération, avec Maria de Medeiros qui a fait souffler un vent nouveau du Brésil, avec Hiam Abbass, le grand jury et le Jury Anna Politkovskaïa, attentifs aux démarches des réalisatrices en compétition et venues du monde entier, avec Marceline Loridan et son inébranlable ténacité pour défendre sa mémoire et persévérer dans son combat contre le fascisme.

La rencontre avec les réalisatrices vietnamiennes a été le moment le plus inattendu de ces dix jours qui ont fait avancer notre vision du monde, et notamment celle sur le Vietnam trop souvent absent des médias aujourd'hui.

Les sportives de haut niveau elles-mêmes et les chercheuses, avec leurs travaux sur les discriminations dues au genre dans le domaine du sport, réunies lors de deux tables rondes, ont permis que notre réflexion sur le genre prenne une dimension éducative indispensable.

Le Palmarès et la fête de clôture, avec le spectacle de Karine Saporta, qui nous ont transmis une énergie vitale et un goût particulier pour les « Héroïnes » du quotidien, nous conduisent déjà à imaginer un prochain festival pour mars 2015.

En attendant soyez attentifs aux films distingués par le public ou les jurés et suivez leur sortie dans les salles. Votre soutien leur est nécessaire.

Pour être tenu au courant de nos activités, pour partager les vôtres, inscrivez-vous à notre newsletter.

14 - Beef ! : nouveau magazine culinaire ou boucherie sexiste ? - Émilie Laystary

Promis en kiosque le 27 mars, le trimestriel Beef ! se présente comme « le premier magazine cuisine et lifestyle pour les hommes ». S'il faut donc attendre la fin du mois avant de pouvoir se mettre cette nouvelle revue sous la dent, le communiqué de presse livre d'ores et déjà un texte de présentation plutôt salé.

D'abord allemande, la première édition de «Beef !» aurait été créée par Jan Spielhagen, ancien rédacteur en chef de Men's Health en Allemagne, «lassé de feuilleter des magazines de cuisine qui s'adressent aux ménagères». Toujours selon le communiqué, Beef ! est donc un magazine lancé en 2009 à l'adresse d'une génération d'hommes «qui n'a pas peur de confronter sa virilité aux fourneaux». Truffé de clichés sexistes, l'édito du magazine, dont la version française sort bientôt, est une démonstration, au mieux, d'un humour douteux, au pire d'un état d'esprit bien rétrograde.

Sous la plume d'Alexandre Zalewski, ex-journaliste chez Metro, on apprend donc qu'il n'y a rien que les femmes pour acheter des machines à pain car «pétrir requiert force, vigueur et résistance physique». Plus loin, le rédacteur en chef de Beef ! va jusqu'à s'agacer de cette autre «lubie» consistant à faire désosser les morceaux de viande chez le boucher : «une manie toute féminine».

« La gent féminine a décidé de prendre le pouvoir, au point que l'on trouve aujourd'hui des femmes à la tête de multinationales de la high-tech et même de l'automobile. Grand bien leur fasse. Profitons-en pour reprendre la place laissée libre en cuisine ». La « gent féminine » ? Comme c'est bien dit. « A décidé de prendre le pouvoir » ? Diable... Et elles y seraient parvenues (!) croit bon de lancer Alexandre Zalewski, qui, poing levé, en appelle à l'émancipation des hommes, une émancipation que les femmes auraient accompli par la désertion de la cuisine !

L'insolence sexiste - comme si les femmes étaient assignées à l'essentiel des tâches domestiques, cuisine compris, par choix... - et le conformisme (le magazine s'adresse aux lecteurs dont « les épouses et les copines » ont fait de la cuisine leur chasse gardée) ne s'arrêtent pas là : « Nous pourrions ainsi réaffirmer nos valeurs [masculines] et redonner à la viande rouge, aux féculents, aux matières grasses toute la place qu'ils méritent », poursuit l'éditorialiste, qui va chercher les clichés jusque dans l'assiette, sous-entendant certainement que les femmes se nourrissent surtout de tomates cerises et de feuilles de roquette.

Mais l'homme viril ne se contente pas d'aimer la bidoche et le gras. Il est également amateur de boissons alcoolisées et fervent supporteur du ballon rond. Sans surprise, Beef ! sera donc accompagné d'un cahier central détachable qui « prodiguera également ses conseils pour dénicher le vin ou la bière qui transformeront la traditionnelle soirée foot en un moment inoubliable ».

Second degré ou pas, cet éditto n'en repose pas moins sur de grossières idées reçues dont la publicité et le marketing se délectent dès lors qu'elles s'adossent à une division selon le sexe des « consommateurs cible » (à l'heure où nous écrivons ces lignes, la marque de surligneurs Stabilo Boss vient d'annoncer la sortie d'un feutre « pour femmes » inspiré des courbes du gloss à lèvres).

Après la presse féminine et ses conseils minceur, suivie de la presse masculine et ses shootings de

mannequins dénudés, les magazines dédiés à la cuisine ont donc désormais droit à leurs stéréotypes sexués. La cuisine pour les beaufs ?

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

15 - Droits des femmes immigrées - réunion inter-associative - ADFEM - 5 avril - Paris

En novembre 2013, le ministère des droits des femmes a organisé un groupe de travail sur les droits des femmes migrantes, piloté par Monsieur Olivier Noblecourt, en sollicitant certaines associations (dont quelques unes faisant partie de ADFEM). Le 20 février 2014 un rapport intitulé « L'égalité pour les femmes migrantes » a été publié, mais n'a pas fait grand bruit. Nous estimons que l'information doit circuler largement et que ce rapport doit être discuté par toutes les associations concernés - associations de femmes migrantes, associations défendant les droits des femmes, les droits des personnes étrangères ou immigrées...

C'est pourquoi nous vous invitons à une Réunion inter-associative afin de : • faire un compte rendu de ce groupe de travail et d'en tirer le bilan • discuter ensemble des recommandations de ce rapport et de nos appréciations • réfléchir aux suites à donner, aux revendications à porter collectivement L'enjeu est important, notamment dans la perspective de nouvelles lois : projet de loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, qui passe en deuxième lecture au Sénat en avril, projets de loi sur l'asile, sur l'immigration...

ADFEM rassemble les associations suivantes : Cimade, Comede, Femmes de la Terre, Femmes migrantes debout, FNSF, LFID, Rajfire

Pour lire le rapport : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/144000126-l-egalite-pour-les-femmes-migrantes?xtor=EPR-526>

5 avril 2014, 14h00, Ligue des Droits de l'Homme, 138 rue Marcadet, 75018 Paris - Métro ligne 12 : Lamarck-Caulaincourt

16 - Débat autour du livre « Le féminisme pour changer la société » - Commission Genre Attac - Association Droits des Femmes XXème - 6 avril - Paris

L'égalité entre les hommes et les femmes fait aujourd'hui du surplace, voire régresse sous l'effet de la crise, alors que les inégalités sociales se situent à un niveau inacceptable. Les éliminer est non seulement une exigence politique, c'est aussi une condition pour l'émancipation individuelle et collective des femmes comme des hommes. Le féminisme est un outil puissant pour modifier en profondeur la société.....

L'association droits des femmes XXème organise un débat autour du livre de la commission genre d'Attac « Le féminisme pour changer la société » avec Christiane Marty et Sandra Rigoni, membres d'Attac et de la Fondation Copernic.

*6 avril, 17H, Au Lieu Dit, 6 rue Sorbier PARIS XXème., métro Gambetta, Ménilmontant
Contact : assodroitsdesfemmes20@laposte.net*

17 - Après-midi solidaire avec le collectif "Solidarité France Grèce pour la Santé" - 6 avril

Le collectif "Solidarité France Grèce pour la Santé" vous vous invite à un après-midi solidaire avec les dispensaires sociaux grecs. À partir de la projection du documentaire « Ruines : Chronique d'une chasse aux sorcières séropositives, nous pourrons débattre de la situation sanitaire et des expériences alternatives solidaires en Grèce avec Sofia Tzitéikou, pharmacienne et animatrice bénévole au Dispensaire/ Pharmacie Sociale Solidaire d'Athènes (Kaniggos). Vous êtes tous et toutes les bienvenues,

Vous êtes toutes et tous les bienvenus pour partager cette initiative militante autour d'un buffet et d'un concert de soutien « Les raisins de la colère ».

<http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/2014/03/19/collectif-sfgs-reunion-le-6-avril-a-paris/>

6 avril de 14h à 19h, CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011, Paris, métro Rue des Boulets ou Nation

18 - Séminaire « Vidéo des premiers temps - La vidéo dans les enseignements supérieurs et artistiques » - 7 avril - Paris - Association Carole Roussopoulos

La prochaine séance du séminaire "Vidéo des premiers temps » sera consacrée aux pratiques vidéo dans les enseignements supérieurs et artistiques.

L'arrivée de la vidéo légère a coïncidé avec un mouvement profond de rénovation de l'enseignement supérieur et artistique en France dans les années 1970. Portée par les dynamiques militantes de l'après-Mai 68, la vidéo fut l'instrument et le témoin d'un décloisonnement de la culture et d'une « dé-hiérarchisation » des relations entre enseignant/es et enseigné/es. À travers les exemples du Centre expérimental de Vincennes et de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, cette séance du séminaire « Vidéo des premiers temps » examinera les modalités d'appropriation de ce nouvel outil, objet d'usages divers et de « bricolages » dans et hors de l'institution. Utilisée pour garder trace des événements artistiques, intellectuels et sociaux qui traversaient alors ces lieux, la vidéo fut progressivement investie de projets de formation, d'expression ou de création. La séance s'appuiera sur une sélection de vidéos parvenues jusqu'à nous, telles que des captations de cours de Gilles Deleuze, des travaux d'étudiant/es et des constats de performances.

Invité-es : Nicolas Ballet, chargé d'études et de recherche à l'INHA ; Patrice Besnard, ingénieur d'études à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis (sous réserve); Jean-Louis Boissier, professeur émérite en esthétique et art contemporain à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis ; Jean-Paul Fargier, réalisateur, ancien enseignant-chercheur en cinéma à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis ; Mathilde Ferrer, ancienne responsable de la médiathèque à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts.

Lundi 7 avril, 17h30-20h. Accueil du public dès 17h15, Bibliothèque nationale de France, site Richelieu, Salle des Commissions, 5 rue Vivienne, 75002 Paris, Rez-de-chaussée, Métro : Bourse, Pyramides ou Palais-Royal.

Contact : videodespremierstems@gmail.com

19 - Conférence « Asile et excision » - Mobilisation Excision Parlons-en !- 8 avril - Paris

Dans le cadre de son programme 2014-2015, la mobilisation « Excision, parlons-en ! » vous invite à assister à la conférence : "Asile et excision : les défis de la protection"

Mardi 8 avril 2014, 9h à 13h, Amphi 1, Université Panthéon-Assas Paris II, 12 place Panthéon, 75005 Paris ; Inscription obligatoire avant le 7 avril: inscription@excisionparlonsen.org

20 - « Ce que le genre fait à la géographie » : Les cafés géographiques de Reims - 9 avril

Les Cafés géographiques de Reims vous invitent au 4^{ème} débat "Ce que le genre fait à la géographie". Avec Marianne Blidon maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Catherine Giard présidente de l'association. Les cafés géographiques de Reims sont organisés sous le patronage de l'Université de Reims Champagne-Ardenne, de l'association EVE, du département de géographie, de l'IATEUR et des laboratoires Habiter et GEGENAA.

Mercredi 9 avril 2014, de 18 h à 20h au Café de Reims, 85 place Drouet d'Erlon, 51100 Reims. Entrée libre ; il vous sera demandé de consommer. Contact et informations : cafe.geo.reims@gmail.com

21 - 1914-1918 - Femmes, féministes : un autre front ? - Bibliothèque Marguerite Durant - 10 avril

La bibliothèque Marguerite Durand a le plaisir de vous inviter à la conférence « 1914-1918/ femmes, féministes : un autre front ? ».

Françoise Thébaud et Florence Rochefort, historiennes et pionnières de l'histoire des femmes et du féminisme dialoguent autour du livre de Françoise Thébaud « Les femmes pendant la guerre de 14 » (édition revue et corrigée, Payot, 2013) avec une préface de Michelle Perrot

A l'occasion de cette rencontre, et jusqu'au 24 avril, la bibliothèque présentera une exposition de cartes postales anciennes et de quelques autres documents de ses collections sur les femmes et la guerre

Jeudi 10 avril 2014 à 18h30 au 2^e étage.

22 - Séminaire « Crise globale et mouvement des places: vers un 'nouveau demos' » ? - Conseil scientifique d'Attac - 16 avril

Déconstruire l'universalisme occidental pour co-construire la démocratie ?

Selon le récit dominant, la démocratie et l'Occident auraient partie liée. La démocratisation serait nécessairement une occidentalisation. Pourtant les mouvements sociaux et révolutionnaires récents visent à l'invention d'une dynamique de démocratisation universelle mais qui tienne compte des identités et des spécificités. Un nouvel universalisme qui implique la « déconstruction » philosophique de l'universalisme occidental qui a été porteur de la colonisation, et la co-construction d'un nouvel universalisme. Cette nouvelle approche veut concilier les libertés individuelles et les libertés collectives, les droits sociaux, politiques et écologiques. C'est celle qui a été exprimée par la jeunesse dans les soulèvements populaires initiés par la révolution tunisienne en 2011. Le mouvement altermondialiste saura-t-il lui aussi déconstruire l'universalisme occidental pour co-construire sa vision et son projet ?

Soirée du 16 avril 2014 avec Gus Massiah (membre du conseil international du Forum social mondial), 19h, café -restaurant «le LIEU DIT», 6 rue Sorbier, 75020 Paris - 01.40.33.26.29 accès : métro Ménilmontant (ligne 2) ou Gambetta (ligne 3) ; bus n° 96

23 - Colloque Benoîte Groult - Université Angers - 11 et 12 avril

Benoîte Groult a fait don de ses manuscrits à la bibliothèque de l'Université d'Angers : sans lien d'origine, sans attache particulière, mais plutôt dans l'idée d'enrichir les Archives du féminisme et de placer ses textes en bonne compagnie.

Le colloque qui se tiendra les 11 et 12 avril sera le premier à saluer à la fois l'ensemble de l'œuvre et les principaux engagements de l'écrivaine en la présence de l'auteure. Les communications entendent combiner ces deux mouvements : celui, concentré de l'écriture dans sa dimension poétique, et celui du témoignage, dans son énergie, sa combativité appelant à une inscription décidée dans le monde.

Ces rencontres, car c'est plus de rencontres dont il s'agit que d'un colloque, cherchent à penser les livres en conjonction étroite avec l'histoire personnelle et collective qui les a fait naître. C'est pourquoi, il n'est pas question que de parole mais d'approches vivantes sous la forme du théâtre, du regard complice des cinéastes, d'une exposition de manuscrits et de photographies, de signature et de dédicace.

Les deux journées réuniront aussi bien des universitaires, que des journalistes, des membres d'association, des figures du féminisme qui ont accompagné Benoîte Groult en chemin, et nous invitent à nous inscrire dans cette communauté à la fois littéraire et sociale. Comme l'auteure l'a constamment voulu, les volumes sont faits pour être sortis des rayonnages et se glisser plutôt dans notre poche.

Vendredi 11 et 12 avril 2014, Université d'Angers, Salle de Conférence La Passerelle, 2 rue Lakanal, Renseignements Mathilde Pérain | 02 41 22 63 92 | mathilde.perain@univ-angers.fr

LIVRES, CINEMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

24 - En 2014, la revue « *Travail, genre et sociétés* » fête ses quinze ans !

Heureuse coïncidence, nous avons le plaisir de vous annoncer la publication en anglais d'une sélection d'articles de la revue sur le portail international Cairn. *Travail, Genre et Sociétés* a en effet été choisie parmi 300 revues de sciences humaines et sociales pour rendre les travaux français accessibles à des publics non francophones. Ce programme de traduction en anglais s'inscrit dans le cadre d'un projet ambitieux élaboré par Cairn avec le soutien du Centre National du Livre.

De nombreux articles, des débuts de la revue à aujourd'hui, ont d'ores et déjà été traduits et sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.cairn-int.info/journal-travail-genre-et-societes.htm>. Désormais, le site Cairn international s'enrichira chaque année de la traduction d'une sélection d'articles publiés dans *Travail, genre et sociétés*.

Cette opération de traduction donne une nouvelle ampleur à l'ancrage international de *Travail, genre et sociétés*. Mais bien évidemment, nous conservons notre politique de diversité linguistique et continuerons à traduire les résumés de tous les articles en anglais, allemand, espagnol, portugais et chinois.

Nous vous invitons vivement à consulter cette nouvelle plateforme <http://www.cairn-int.info/journal-travail-genre-et-societes.htm>

25 - Radio Femmes libres : deux dates à retenir en avril - Paris 5 et 23 avril - Librairie Violette and CO

Deux rendez-vous à la librairie Violette and Co - 102, rue de Charonne - 75011 Paris

- Le 5 avril, 18h30, "HAUT LES POILS" avec les activistes de La Barbe! pour fêter la sortie de leur livre, *Cinq ans d'activisme féministe* ;

- Le 23 avril, 19h, Éliane Viennot, qui vient de publier « Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! » nous parlera du long effort de masculinisation de la langue française, entamé au 17^e siècle par nos grammairiens.